Interpellation présentée par le député:

M. Michel Forni

Date de dépôt : 3 mai 2007

Messagerie

Interpellation urgente écrite

Découverts de pensions en EMS et traitement des débiteurs douteux

Lorsqu'une personne entre en EMS et ne peut en assumer elle-même le prix de pension journalier (de l'ordre de CHF 200.- par jour en moyenne), l'office cantonal des personnes âgées (OCPA) intervient en principe pour octroyer des prestations complémentaires.

Dans de nombreux cas toutefois, l'étude de ce droit peut s'avérer longue et fastidieuse : donations de biens immobiliers aux enfants, parfois à l'étranger, perception en capital du 2^{ème} pilier et « dilapidation » de celui-ci avant ou pendant l'entrée en EMS par le résident lui-même ou un proche, etc. Si ces faits sont avérés, il s'ensuit un refus de prestations complémentaires, et il est alors demandé au résident d'engager des démarches juridiques à l'endroit des proches concernés afin qu'ils prennent eux-mêmes en charge la facture de l'EMS.

La pratique montre que certaines de ces procédures sont incompatibles, dans leur essence comme dans leur longueur, avec la santé psychique et physique des résidents concernés, mais aussi et surtout se répercutent sur les EMS dotés d'un faible niveau de liquidités et appelés à « jouer la banque » dans l'intervalle.

Les découverts de pensions en EMS, lesquels dépassaient déjà largement les 2 millions de francs en 2005, sont donc aujourd'hui en voie de devenir un réel talon d'Achille de la santé financière de notre système d'accompagnement du grand âge à Genève.

Certes, il ne s'agit en aucun cas que l'Etat ne finance à l'avenir ce que certains débiteurs – ou leurs proches bénéficiaires de donations – sont en mesure de payer.

Néanmoins, au vu de la fragilité financière actuelle de nombre d'EMS, nous exprimons ici notre inquiétude devant les suites et conséquences possibles d'une telle situation si rien n'est entrepris :

1. expulsion de résidents ne pouvant plus honorer leurs factures,
 2. report des coûts engendrés par les « mauvais payeurs » sur les autres résidents,
 3. sélection trop rigoureuse des « bons risques » à l'entrée
- pourraient être la conséquence d'une telle situation.

Face à des inquiétudes légitimes concernant cette problématique, cette interpellation demande au DES et au DES :

- *Quelles démarches préconisent-ils pour un assainissement de la situation ?*